

RÉFORME DES RETRAITES :

Les fonctionnaires veulent faire monter d'un cran la mobilisation !

Chaque jour, nous utilisons des services publics : écoles, crèches, hôpitaux, transports, état-civil, propriété, équipements sportifs et culturels ...

Les fonctionnaires assurent la continuité de ces services qui sont notre bien commun.

RASSEMBLEMENT LARGE ET FESTIF

à l'appel des organisations syndicales
le **5 février** - Opéra Garnier de 13h à 14 h

Le projet de réforme vise aussi les fonctionnaires : plus qu'une réforme c'est un choix de société !

Les fonctionnaires ont gros à perdre avec cette réforme qui propose d'en finir avec la référence aux **6 derniers mois** de carrière pour le calcul de leur pension et d'y **substituer une moyenne établie sur l'ensemble de la carrière**. Or chacun sait que les rémunérations des fonctionnaires évoluent particulièrement à partir de deux critères :

baisse du niveau de pension : entre 25% et 30%.

- la prise d'échelon en fonction de l'ancienneté : plus l'ancienneté est importante, plus la rémunération s'élève ;
- le changement de catégorie et de grade du fait de la promotion interne, soit par liste d'aptitude soit par concours.

Ces deux phénomènes conjugués concourent à ce que la rémunération de fin de carrière soit bien supérieure à celle perçue en début : d'où une baisse mécanique des pensions avec cette réforme.

Le recul des droits des fonctionnaires entraîne systématiquement l'alignement vers le bas pour tous les salarié.e.s du public comme du privé.

La fonction publique cible privilégiée des choix néolibéraux du pouvoir

L'attaque portée contre la retraite des fonctionnaires illustre les choix de classe de Macron contre l'ensemble de la fonction publique.

Cette attaque vient en effet dans le prolongement de nouvelles attaques sur le statut de la fonction publique actées par le gouvernement Philippe en 2019. Il y a de ce point de vue une convergence idéologique et politique parfaite entre ces deux réformes. Il s'agit de poursuivre le **détricotage des conquis du Conseil national de la Résistance et de mettre à bas deux constructions majeures de l'après-guerre initiées par des ministres communistes, Ambroise Croizat et Maurice Thorez.**

Et sur le fond, c'est saper deux institutions fondamentales de la solidarité nationale où la satisfaction des besoins humains et sociaux est une priorité, dont le fonctionnement et le financement sont placés hors du champ de la prédation des marchés financiers.

L'attaque contre le statut de la fonction publique et les retraites est l'expression d'une volonté de soumettre toute la société, tous les temps de la vie, à la domination du capital et de ses intérêts à court terme.

Le PCF soutient totalement la lutte des fonctionnaires et formule trois propositions.

- **Augmentation du point d'indice** de la fonction publique, dont la valeur est bloquée depuis 2010, avec un bref intermède en 2017, pour mieux être recongelé ensuite.
- **Création massive d'emplois** (santé, Éducation nationale, finances, équipement et environnement...)
- **Rétablir et actualiser le statut de la fonction publique** à partir des trois exigences suivantes : démocratisation des relations entre usagers et personnels de la fonction publique, reconstruction des carrières à partir de la reconnaissance des qualifications et de l'émergence de nouveaux métiers, sécurisation de l'ensemble des parcours professionnels, c'est-à-dire des recrutements en passant par les promotions jusqu'au droit d'intervention dans l'organisation et la gestion des services.

Pour faire le choix de l'humain

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____